

**Habités par une mémoire
Mobilisés par un projet**



L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du post-nationalisme. Son régionalisme est libéral-démocratique et non ethno-nationaliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élus, et est suivie par un grand nombre de sympathisants

10 mai 2021

Élections de juin 2021

Le parti pris de l'Alsace ?

Contribution : 8

En guise de conclusion

En décembre 2019, **68 % des sondés de l'enquête IFOP souhaitaient que la CeA devienne une vraie région et 55 % se disaient favorables à la création d'un nouveau parti politique alsacien** qui aurait comme principale revendication la sortie de l'Alsace de la région Grand Est, enfin 57 % se disaient prêts à voter pour un tel parti. Comment cela se traduit-il au printemps 2021 au niveau de la classe politique alsacienne, à la fois pour répondre aux attentes, mais pour saisir l'opportunité d'engranger des voix ?

On aurait pu s'attendre à ce **que le retour à une Région Alsace pleine et entière soit au cœur de la campagne** de tous ceux qui se revendiquent de « l'alsacianitude », convaincus qu'ils seraient que cette dernière non seulement existe, mais qu'elle doit se développer et que, pour ce faire, l'Alsace doit disposer d'une institution politique lui permettant d'en gérer les éléments constitutifs.

Certes, le mode de scrutin de liste et dans les 9 départements de la (trop) grande région ne favorise pas l'émergence de nouveaux partis dans un département donné, mais on aurait pu s'attendre à ce que **certaines personnalités politiques franchissent le Rubicon** et créé un nouveau parti qui porterait la revendication de la sortie du Grand Est.

C'était une attente forte en direction de quelques-uns de ceux qui s'étaient mis particulièrement en avant pour obtenir le retour politique et institutionnel de l'Alsace. L'intérêt d'un parti politique ne réside-t-il pas dans ce qu'il donne un corps politique aux partisans d'une approche idéologique, en l'occurrence le régionalisme, qu'il contribue par ailleurs à populariser.

Par ailleurs, exception faite de Unser Land et du Rassemblement national qui néanmoins s'est dit être hostile aux régions, leur préférant les départements, **l'idée du retour à une Région Alsace n'est pas portée par les autres partis** que sont notamment les LR, LREM, le Pacte Grand Est et L'Appel inédit.

Il faut croire pour ce qui les concerne, qu'ils ne sont peut-être pas convaincus des données du sondage, mais plus sûrement qu'ils s'alignent sur le courant majoritaire qui n'entend pas conférer aux identités régionales des droits nouveaux ni remettre en question la réforme régionale ayant conduit à changer le contour des régions.

Ils sont nombreux les Alsaciens qui pensaient que **les élections de juin 2021 étaient une occasion historique** à ne pas manquer pour faire apparaître la revendication du retour à une vraie région Alsace. Où en sera-t-on dans 6 ans ? Le temps donné au temps aura-t-il fait son travail ?

Certes **la possibilité pour l'Alsace de retrouver un peu plus d'espace décisionnel, n'est pas absente** de la campagne au travers de propositions de décentralisation du Grand Est plus ou moins poussée selon les courants politiques en présence. *Besser dess, als nix*, comme aurait dit ma grand-mère. C'est déjà cela ! Le thème du **droit à la différenciation**, un droit qui inscrirait le droit à la différence dans le mode de gouvernance, n'est curieusement guère abordé.

Il aurait été plus qu'intéressant pour l'avenir politique et ce faisant identitaire de l'Alsace **que la classe politique alsacienne traduise fortement en campagne électorale le « désir d'Alsace » et qu'elle démontre au pouvoir central une forte volonté consensuelle.** Il aurait fallu qu'elle ose sortir du confort, aille au conflit, ce qui est noble en démocratie, et se mette en rupture, parce que ce sont là des conditions sine qua non pour faire bouger les lignes.

Durant des décennies depuis 1945, la société alsacienne a été, au sujet de la question régionale et régionaliste qui nous préoccupe, caractérisée par l'impuissance (*Hilflosigkeit*), par l'incapacité à s'affirmer (*Durchsetzungsunfähigkeit*) et par une lassitude de l'ingérable qui ressemble au fatalisme.

En conséquence de tout cela, elle ne fait plus émerger une classe politique prompte à percer le plafond de verre et à aller jusqu'au conflit pour défendre l'essentiel et en retour cette classe politique ne diffuse plus dans la société l'idée de la remise en question du statu quo. La classe politique est à l'image de la société et réciproquement.

Au fond, l'Alsace Alsacienne, c'est-à-dire une Alsace, non seulement riche de toutes ses composantes passées et présentes, mais aussi capable de les gérer en propre tout en gérant en commun avec les reste de la nation ce qui est commun, a-t-elle, aux yeux des décideurs et des faiseurs d'opinions, une raison d'être ? La vraie question reste celle de la mise en œuvre du principe de l'union dans la diversité et du postnationalisme. L'ICA ne cesse de la poser et cela devrait être au cœur de la campagne électorale et des objectifs à atteindre. Ce n'est pas pour cette fois. Restons désespérément optimistes.

Et pour finir, pour qui voter aux élections régionales, comme aux départementales ?

L'ICA ne donne pas des consignes de vote. Elle n'a ni cette ambition ni cette prétention. L'électeur vote toujours en fonction de critères qui lui sont propres. Ils peuvent relever de l'indifférence, de la protestation, du désenchantement ou de l'engagement en faveur de convictions fortes.

Celles et ceux qui mettent **la sortie du Grand Est et le retour à une Région Alsace en premier**, voteront sans doute Unser Land ou Rassemblement national. Voter Unser Land,

c'est aussi voter pour une CSP. Voter Rassemblement national, c'est peut-être bien voter pour la suppression des régions.

Celles et ceux qui placent **d'autres critères** en premier voteront pour les autres courants politiques avec des préférences qui peuvent être :

- le maintien de Grand Est **sans rien lâcher** pour la CeA,
- le maintien du Grand Est avec un peu plus de pouvoirs et de moyens en faveur des trois anciennes régions selon **une décentralisation égalitaire**,
- le maintien du Grand Est avec un peu plus de pouvoirs et de moyens en faveur des trois anciennes régions selon **une décentralisation différenciée en fonction de critères propres à chacune et/ou en vertu du principe de subsidiarité**,
- le maintien du Grand Est néanmoins appelé à **céder des compétences à la CeA**,
- le **maintien de la CeA**,
- le **renforcement** de la CeA,
- l'évolution de la CeA **vers une CSP dans le cadre du Grand Est**,
- l'évolution de la CeA **vers une CSP hors du Grand Est**.

Il reste que toute évolution sensible du Grand Est, comme de la CeA, nécessite le recours à la loi. Toute proposition dans ce sens doit donc aussi être assortie de la demande d'une proposition ou d'un projet de loi.

À vos bulletins en toute connaissance de cause ? !

N.B. L'ICA soumettra un questionnaire sur l'évolution de la CeA aux candidates et aux candidats au Conseil d'Alsace dont elle connaîtra les adresses email et aussi aux sections alsaciennes des régionales.

Pierre Klein, président
www.ica.alsace
president@ica.alsace